

MOYENNISATION OU POLARISATION ? LA DYNAMIQUE DES CLASSES MOYENNES EN FRANCE ET DANS UN MONDE GLOBALISÉ

Louis Chauvel

Professeur à l'Université du Luxembourg, chercheur affilié à l'OFCE

La France connaît un paradoxe quant à la dynamique des classes moyennes. Alors que le « malaise » des classes moyennes est important, leur situation objective, mesurée par l'évolution d'indicateurs de répartition des revenus semble beaucoup plus favorable que dans les autres pays développés. Les classes moyennes françaises semblent épargnées, pour l'instant aussi bien par le rétrécissement de leurs rangs (*shrinking middle class*) que par la hausse des inégalités, deux phénomènes largement observés à l'étranger. Selon Louis Chauvel, un examen plus approfondi de la question montre toutefois les raisons de leur inconfort : la stabilité des indicateurs d'inégalité dissimule une crise profonde de dynamique sociale qui menace la « civilisation de classe moyenne ». Ces groupes ne sont plus assurés, comme ils ont pu l'être au cours des Trente Glorieuses, de bénéficier d'une mobilité sociale ascendante et d'une stabilité économique.

C. F.

Les classes moyennes sont un des thèmes les plus controversés des sciences sociales françaises, peut-être parce qu'elles ont été au cœur du rêve français depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qu'elles cristallisent aujourd'hui toutes les angoisses de la société. Une manière de poser le débat d'une façon neuve est de s'intéresser aux sciences sociales internationales qui par contraste, soulignent l'exception française : les questions sont de nature différente, les méthodes d'analyse divergent, et les conclusions aussi.

Une question centrale dans le reste du monde est celle de la polarisation de la structure sociale, autrement dit

d'une expansion des inégalités. Dans ce mouvement, les revenus médians seraient l'épicentre de la « tectonique des classes ». Pour de nombreux indicateurs, comme pour l'analyse des distributions (cf. le strobiloïde), la France fait figure d'exception : le paradoxe apparent est que, pour les inégalités économiques comme pour l'écartèlement des classes moyennes, la France reste protégée, résiste au changement, mais exprime en même temps un fort malaise. Pour autant, un examen tout à la fois plus global et théorique de la question permet de saisir pourquoi des tensions s'accroissent devant le modèle français de société de classes moyennes.

Débats français : pessimistes, optimistes, constructivistes

Si l'on exclut les nombreuses contributions d'ordre médiatique, on repère en France trois grands groupes de travaux qui, en regard de la production internationale, plus positive, revêtent un aspect nettement plus normatif. Le premier groupe présente une teinte pessimiste et souligne l'existence d'un maillon fragile au milieu de la société : sans remonter aux marxistes du XIX^e siècle, pour qui la paupérisation absolue des classes moyennes était le sens même du capitalisme, Bourdieu (1979) voyait en elles des fractions dominées des classes dominantes et, de ce fait, un groupe social frustré, dont le malaise était intrinsèque. Cette lecture pessimiste, empreinte d'une peur de la chute, est selon Pech (2011), une composante durable du débat social depuis le XIX^e siècle.

À l'opposé, Mendras a dressé la carte d'une « constellation sociale » rassemblant les grands gagnants des Trente Glorieuses dont Bidou (1984) avait montré l'émergence. Dans cette veine, Goux et Maurin (2012) fondent leur analyse sur l'idée d'un paradoxe : celui de catégories sociales qui seraient encore objectivement en ascension et en même temps psychologiquement tenaillées par la peur du déclin.

Un troisième groupe s'intéresse avant tout aux constructions sociohistoriques. Comprendre à partir de la figure du « cadre » la construction sociale d'une conscience collective est l'enjeu central de Boltanski (1982) : comment l'imaginaire collectif est-il travaillé par les syndicats, les luttes, l'établissement d'institutions sociales œuvrant à la reconnaissance de frontières, la stabilisation de grands discours exprimant par exemple la peur de déchoir ? De même pour Bosc (2008), l'enjeu central est la construction d'une définition des « classes moyennes » où la question des frontières et la délimitation du groupe sont fondamentales. On retrouve chez Pech la même sensibilité pour une lecture historique longue capable de détecter les traits génétiques de la question des classes moyennes, d'où la focalisation sur des structures sociales lourdes plus que sur les faits sociaux émergents.

Les classes moyennes dans les sciences sociales mondiales

Par comparaison avec l'intense production mondiale sur les classes moyennes, les sciences sociales françaises sont relativement isolées, un peu frileuses dans leur approche plus souvent historique qu'empirique, le

travail comparatif restant une exception (Damon, 2013), l'explication des faits sociaux laissant souvent la place à des considérations plus normatives. Les recherches internationales se présentent sous un tout autre jour : l'évaluation de l'hypothèse de rétrécissement ou non de la classe moyenne (*shrinking middle class*) est centrale.

Pressman (2007), qui a été l'un des premiers à tenter une synthèse générale en se fondant sur les données internationales du Luxembourg Income Study (LIS)⁽¹⁾, divise l'espace des *middle class studies* internationales en trois types d'approches. La première, présentée comme sociologique, est fondée sur une définition statutaire, dans laquelle le niveau d'éducation, le statut socioéconomique de l'emploi, un mode de consommation et un ensemble particulier de valeurs concourent à caractériser le groupe. La seconde, plus économique, retient une définition par le revenu : la classe moyenne regroupe les individus dont le revenu est situé, par exemple, entre 75 et 125 % de la médiane (selon une définition proposée par Thurow), ces marges pouvant être modifiées pour assurer un test de sensibilité. La troisième approche, plus psychosociale, relève de l'auto-identification des individus à la classe moyenne ; cette définition pose problème dans la mesure où 62 % des Maliens se voient comme membres des classes moyennes, contre seulement 40 % des Polonais, pourtant 8 fois plus riches et dont les revenus sont nettement plus resserrés.

Pressman voit la seconde définition comme la plus appropriée dans la mesure où la *middle class* n'est pas définie par ses frontières mais par son centre, l'écart du compas permettant ensuite de tracer des limites, certes arbitraires mais pas plus que les autres, qui serviront à saisir si le périmètre dès lors repéré se remplit ou se vide d'individus dont les caractéristiques spécifiques ou non se diffusent ou s'évanouissent. Le refus des excès de sophistication théorique aide ici à clarifier des faits sociaux complexes.

Inégalités et polarisations

Dans une importante contribution sur les classes moyennes, Brandolini et Atkinson (2013) soulignent cette complexité en suivant deux indicateurs comparés : le coefficient de Gini et l'index de polarisation de Wolfson. Le premier analyse l'inégalité globale et le second l'écartèlement autour de la médiane, mesurant ainsi la tendance au rétrécissement de la classe moyenne.

(1) www.lisdatacenter.org



Ces travaux complètent ainsi ceux d'Alderson *et al.* (2005) et de Pressman (2007) menés sur les enquêtes archivées au LIS et permettent d'établir ces conclusions :

- l'indice de Gini montre que les inégalités se sont accrues presque partout depuis 1985 (tableau 1). Des travaux plus détaillés mettent en évidence un phasage complexe : les pays anglo-saxons ont ouvert la voie, suivis par l'Allemagne et la Suède, plus égalitaires en début de période, puis par les pays du Sud, dans lesquels la disparition des seniors pauvres a été une source d'égalisation jusque dans les années 1990 ;

- l'indice de polarisation de Wolfson confirme le diagnostic en termes de pression accrue sur les revenus intermédiaires, avec deux exceptions notables : le Danemark et la France qui, jusqu'en 2005, ont résisté à la tendance générale ;

- la *middle class* définie par les ménages situés entre 75 % et 125 % de la médiane a diminué dans de nombreux cas, d'une façon parfois considérable, comme en Finlande ;

- sur une plus longue durée, en remontant aux années 1960, les États-Unis et le Royaume-Uni mettent en évidence le plus fort déclin de la *middle class* ;

- si on se centre sur les revenus primaires (salaires, revenus du travail non salarié, profits, retraites), avant impôts et transferts sociaux, ce déclin est encore plus fort ; l'intensification des politiques redistributives, dans les pays où on l'observe, a contribué à contrecarrer les effets du marché. Les autres pays mettent en évidence un appauvrissement relatif des classes moyennes inférieures en Allemagne comme ailleurs, ce que montre Ursula Dallinger (2013) qui distingue trois strates au sein des classes moyennes.

Les dernières enquêtes disponibles fin 2013 (les enquêtes européennes SILC 2005-2011) complètent ce tableau : les exceptions danoises et françaises s'éroussent alors. Dans les deux cas, en six ans, le coefficient de Gini s'est accru de 3 points. Néanmoins, en France, cette progression n'est pas due à la compression des classes moyennes (l'indicateur de Wolfson est invariant en France) mais à la croissance des rétributions

Tableau 1. Indicateurs de dynamique des classes moyennes 1985-2005

Pays	Évolution de l'indicateur de Wolfson (en points)	Évolution de l'indicateur de Gini (en points)	Pourcentage des classes moyennes 2005 (en %)	Évolution du pourcentage des classes moyennes (en points de %)
Taiwan	3.5	3.6	40.1	-3.4
Finlande	3.1	4.2	48.6	-7.1
Canada	2.8	3.4	36.5	-4.1
Pologne	2.5	4.8	37.4	-2.7
Autriche	2.4	4.2	45.5	-5.6
Royaume-Uni	2.3	4.1	34.0	-2.3
Luxembourg	1.4	3.2	45.4	0.7
Suède	1.4	1.8	51.7	-6.7
États-Unis	1.3	3.5	30.5	-0.6
Allemagne (ouest)	0.8	1.3	45.3	0.6
Mexique	-0.3	1.3	25.9	1.3
Norvège	-0.4	2.3	53.3	1.7
Danemark	-1.1	-2.8	51.9	-0.2
Italie	-1.2	0.5	31.9	-2.0
France	-1.5	-1.5	42.0	1.0

Note :

Les pays sont triés par degré décroissant de changement de l'indicateur de Wolfson.

Une augmentation des indicateurs de Gini et Wolfson correspondent à une hausse des inégalités.

Source : Atkinson *et al.* (2013) pour Gini et Wolfson. Complété par l'auteur pour le pourcentage de la classe moyenne délimitée par les niveaux 75 % et 125 % de la médiane, et ses variations dans le temps.



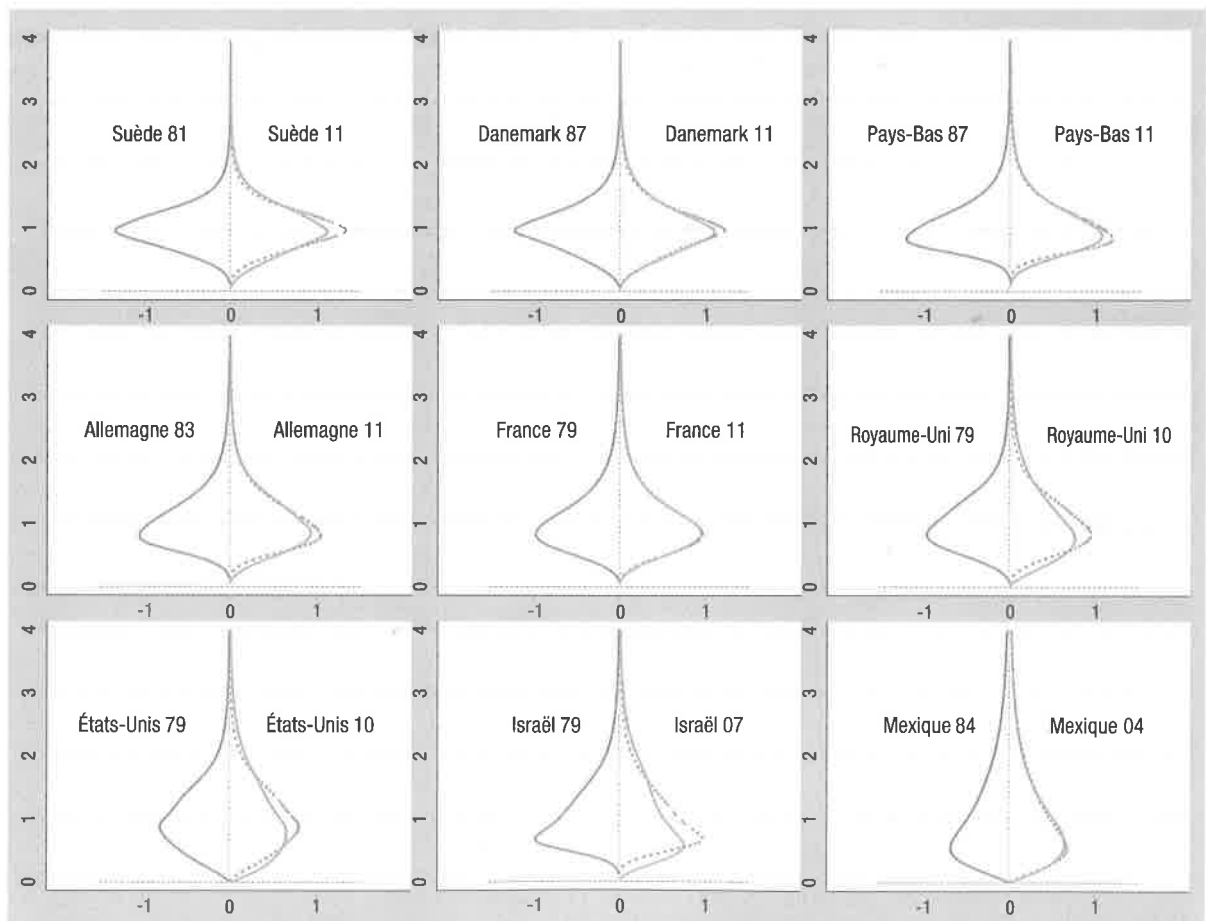
supérieures. L'interprétation du changement français est toutefois controversée car l'enquête SILC a connu une rupture de série préjudiciable au suivi.

La France ne connaît donc pas de polarisation ni d'explosion des inégalités évidentes, mais plutôt une stagnation du niveau de vie des classes moyennes qui ne suivent pas la progression du haut de la pyramide sociale. Autrement dit, la France est un des seuls pays où en 2011, le processus de *shrinking middle class* n'est toujours pas enclenché, du point de vue des revenus (la situation patrimoniale pouvant renvoyer à des analyses encore plus complexes). Nous sommes donc loin de la situation de la classe moyenne américaine qui continue sur sa pente déclinante avec 28,6 % de membres en 2010 contre 30,5 % en 2005 et 37,3 % en 1974, les années 1990 ayant été marquées par une pause.

Lire la tectonique des classes de revenu : le strobiloïde

Est-il possible de mieux représenter ces contrastes ? Les dynamiques à l'œuvre apparaissent mieux au travers de l'analyse graphique des répartitions. Ces représentations initiées par Vilfredo Pareto permettent d'en établir la morphologie. Il compare ces répartitions à la forme d'une toupie, d'où le nom de strobiloïde. La largeur de la courbe à une hauteur donnée est proportionnelle au nombre d'individus à ce niveau : de nombreux individus se situent au milieu (la médiane) et la densité diminue à mesure que l'on s'élève loin du centre ; ils se raréfient aussi à la racine de la courbe, proche du niveau zéro. Plus le ventre du strobiloïde est rebondi, plus les classes moyennes sont fortement représentées.

Graphique 1. Strobiloïdes comparés de 9 nations circa 1985-2011



Note : à gauche est l'ancienne date, à droite la plus récente en trait plein et les pointillés permettent de repérer les changements intervenus.





Ces courbes sont doublement standardisées, puisque l'ordonnée 1 représente la médiane et que la surface dans la courbe est une constante : elles permettent ainsi de comparer les pays et de suivre les transformations. L'axe horizontal est celui de la densité : en France, en 2011, par exemple, la densité (en abscisse) est de 0,95 au niveau de la médiane car 0,95 % de la population vit avec un revenu situé entre 100 et 101 % de la médiane. Nous avons donc là une mesure de la densité de la classe médiane de revenu qui varie entre 1,4 pour la Suède de 1981 à 0,5 pour le Mexique de 2004, voire 0,4 pour l'Afrique du Sud d'aujourd'hui.

Dans cet ensemble de neuf strobiloïdes, la France semble tout à la fois moyenne et immuable, mais il faut interroger cette position métastable : le dégonflement des classes médianes est d'ailleurs un phénomène assez général, très sensible à l'aune des deux ou trois dernières décennies. Ainsi, les pays nordiques ont perdu de leur spécificité et l'ouverture de l'éventail des revenus a eu lieu avant tout par le bas. Les Pays-Bas ont perdu de leur forme caractéristique de sapin de Noël ; satisfaisant d'un point de vue rawlsien, le manque de hiérarchie sous la médiane a dû être repensé sous le coup des frustrations des catégories situées au-dessus des généreux minima.

L'Allemagne change de modèle social et pourrait suivre la dé-moyennisation anglo-saxonne. Israël, un des cas les plus complexes, montre une polarisation extrême malgré la présence de minima évitant aux plus pauvres la chute aux confins du niveau zéro. Le cas mexicain termine le spectre avec un degré d'inégalités banal dans les pays en développement. La dynamique assez générale de polarisation reste mystérieuse mais a rencontré différents types d'explications :

- les mécanismes institutionnels : moindre rôle des syndicats, démantèlement du revenu minimum et des régulations, réduction de la pression fiscale ;
- la démographie et les mouvements de la population : baby-boom, immigration, travail des femmes, homogamie croissante des plus qualifiés ;
- le fonctionnement des marchés : ralentissement de la croissance, importation de biens précédemment élaborés par les classes populaires nationales, désindustrialisation, biais technologique dans la croissance, *winner-takes-all society*⁽²⁾, effets différentiels de la précarisation.

(2) Société dystopique où les gagnants se partagent la totalité des gains, des miettes étant laissées aux autres.

Selon les pays et les phases de l'histoire récente, ces éléments portent chacun une part de vérité. Pourtant, une autre explication structurale, propre à la dynamique du capitalisme globalisé, peut être mentionnée avec l'hypothèse de Xavier Gabaix et Augustin Landier (2008). Les plus hautes rémunérations sont celles des dirigeants des entreprises les plus larges, marquées par une proportionnalité entre revenus et taille de l'entreprise mesurée par l'accumulation de capitaux plus que par le nombre de salariés. La concentration progressive du capitalisme global où la taille des marchés se compte maintenant en milliards de consommateurs produit une divergence entre managers globalisés et producteurs locaux. Concrètement, il s'agit du contraste entre le personnel déprimé de l'United States Postal Service, celui déqualifié de la boutique UPS du coin de la rue, et le monde des dirigeants de la même entreprise qui jouent la carte d'un monopole mondial contre DHL et Fedex. Dans ce jeu, ce qui fut le fondement des classes moyennes (le progrès du travail intermédiaire qualifiant) a disparu. La mauvaise nouvelle est que, dans les nouveaux pays émergents, les classes dirigeantes partagent généralement cette philosophie socioéconomique où la conception européenne continentale d'une société moyenne construite autour d'un État social fort est généralement vue comme non-pertinente.

DÉFINITIONS

Niveau de vie : revenu disponible après transferts sociaux et impôts par unité de consommation. Il traduit le niveau de confort économique d'un ménage.

Coefficient de Gini : indicateur, souvent exprimé en pourcentage, variant entre 0 % (0) pour un pays parfaitement égal où les niveaux de vie sont rigoureusement égaux et 100 % (1) pour un pays parfaitement inégal où un seul individu reçoit toutes les ressources.

Index de Wolfson : indicateur dérivé du Gini et dont les variations repèrent avant tout le creusement des inégalités autour de la médiane.

Médiane : niveau de revenu divisant en deux parties égales la population entre ceux qui gagnent plus et ceux qui ont moins.

Strobiloïde : figure graphique comparative permettant de représenter la « pyramide » des revenus et leurs transformations.

Les classes moyennes dans les pays en développement

Il n'empêche qu'un intense débat se développe aussi sur cette question : l'émergence dans les pays en développement d'une catégorie toujours plus large de consommateurs qui semblent ne rien avoir à envier à ceux des pays d'industrie avancée est un élément nouveau à prendre en compte (Damon 2013).

Cette idée correspond dans le champ des *middle class studies* au débat entre d'un côté Pinkovskiyn et Xavier Sala-i-Martin (2009) et de l'autre Branko Milanovic (2012) sur les inégalités dans le monde. Pour le premier, la dynamique nouvelle d'enrichissement de grands pays en développement, en particulier les « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine), mais aussi l'Afrique du Sud, la Malaisie et l'Indonésie, notamment, conduit à un rétrécissement sensible des inégalités mondiales, dynamique que les auteurs attribuent à la libéralisation des marchés mondiaux capable selon eux de promouvoir une gigantesque classe moyenne mondiale.

Au contraire, Milanovic insiste sur le fait que ces nouveaux pays développés sont porteurs d'inégalités internes situées très au-delà du niveau connu aujourd'hui dans les anciens pays industriels. En effet, l'enrichissement moyen dans des pays comme la Chine a bénéficié avant tout aux plus aisés, laissant les autres dans la pauvreté et la frustration relatives : l'enrichissement des BRIC ne semble pas aller avec une baisse des inégalités internes marquées par l'expansion de classes moyennes intermédiaires.

Il en découle l'idée que l'émergence de ces classes moyennes pourrait être un trompe-l'œil dans des pays privés de classes médianes : une haute bourgeoisie se détache, 15 % de managers, décideurs, cadres, experts, situés loin au-dessus de la moyenne, s'élèvent et accèdent à la consommation « de masse », en nombre plus qu'en proportion, le reste peinant à échapper aux bidonvilles. L'histoire sociale n'a pas encore tranché en faveur des classes médianes des pays en développement : le modèle suédois des années 1970 ne semble pas être la cible du consensus social, s'il existe, des élites brésiliennes.

La civilisation de classe moyenne sous tension

Comme depuis vingt-cinq ans, rien ne s'est passé



en France, en apparence, du point de vue de la densité des classes moyennes, il n'y aurait lieu ni de s'alarmer ni de réfléchir. Si cette spécificité égalitaire et stable de la France est une exception, elle pourrait bien être en vérité une fausse impression, ce que les études sur la « repatrimonialisation » de la société montrent bien (Piketty 2013). La thèse de l'immuabilité des classes moyennes françaises ne résiste pas non plus à un diagnostic plus approfondi (Chauvel 2012), qui montre les causes objectives du malaise des classes moyennes françaises. En effet, elles ne sont plus indemnes vis-à-vis des maux réservés naguère aux classes populaires : le déclassement, notamment scolaire, la précarité de l'emploi, le chômage, la stagnation salariale, et bien sûr la crise du logement, ne sont plus en effet confinés dans le bas de la hiérarchie sociale. Il s'agit ici, bien plus que du pourcentage d'individus appartenant à la classe moyenne, de la question de la pérennité de la « civilisation de classe moyenne », pour parler comme Koyré (1954)⁽³⁾.

Jean Fourastié (1949)⁽⁴⁾ avait tracé les critères d'une expansion économique porteuse de progrès sociaux : l'expansion salariale, en particulier aux échelons intermédiaires, la stabilisation des statuts d'emploi, la maîtrise des grands risques sociaux de la vie et de la mort (veuvage, revenus de réversion, santé, retraite) et la sécurité sociale pour soi et ses proches, l'expansion des diplômés sans inflation des titres, la mobilité structurelle ascendante qu'elle permet, la hausse du niveau de consommation et de la capacité à épargner, la certitude d'offrir des études et un emploi meilleurs à la génération suivante, ont été des éléments distinctifs de l'ascension de cette civilisation de classes moyennes. L'heure est plutôt au reflux.

Le cas étasunien offre l'exemple remarquable d'un retour aux sociétés polarisées, même si la démocratie américaine demeure attachée à l'idéal de société de classe moyenne. Omettre ces questions pour réduire la question sociale aux catégories « les plus en difficulté » pourrait bien accroître encore des frustrations et des angoisses d'autant plus légitimes qu'elles ont un fondement empirique. Par rapport à une large part du débat français sur la juste définition des classes moyennes, les réalités sociales mondiales comparées

sont de nature à renouveler les problématiques existantes ici. Mais la question passionnante entre toutes est la suivante : combien de temps encore le strobiloïde français pourra-t-il tenir ainsi, comme en apesanteur, dans un monde qui se transforme si rapidement ? (*)

(*) Ce travail résulte d'une recherche financée par le Fonds National de la Recherche du Luxembourg (FNR).

BIBLIOGRAPHIE

- ◆ **Alderson A. S., Beckfield J. et Nielsen F.** (2005), « Exactly How Has Income Inequality Changed? Patterns of Distributional Change in Core Societies », *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 46.
- ◆ **Alderson A. S., Beckfield J. et Nielsen F.** (2005), « Exactly How Has Income Inequality Changed? Patterns of Distributional Change in Core Societies », *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 46.
- ◆ **Dallinger U.** (2013), « The Endangered Middle Class? A Comparative Analysis of the Role Public Redistribution Plays », *Journal of European Social Policy*, vol. 23, n° 1.
- ◆ **Damon J.** (2013), *Les classes moyennes*, Paris, PUF.
- ◆ **Atkinson A.B. et Brandolini A.** (2013), « On the identification of the middle class », in Gornick J.C. et Jäntti M. (ed.), *Income inequality: economic disparities and the middle class in affluent countries*, Stanford, California, Stanford University Press, p. 77-100.
- ◆ **Gabaix X. et Landier A.** (2008), « Why Has CEO Pay Increased So Much? », *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol. 123, n° 1.
- ◆ **Bidou C.** (1984), *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF.
- ◆ **Goux D. et Maurin É.** (2012), *Les nouvelles classes moyennes*, Paris, Seuil.
- ◆ **Boltanski L.** (1982), *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit.
- ◆ **Milanovic B.** (2012), « Global Income Inequality by the Numbers : in History and Now - An Overview », *WB Policy Research Working Paper* n° 6259.
- ◆ **Bosc S.** (2008), *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte.
- ◆ **Pech T.** (2011), « Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010) », *L'Économie politique*, n° 49.
- ◆ **Bourdieu P.** (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit.
- ◆ **Piketty Th.** (2013), *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil.
- ◆ **Chauvel L.** :
- (2006), *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil.
- (2012), « Les raisons de la peur : les classes moyennes sont-elles protégées de la crise ? », *Les Notes de l'OFCE*, n° 18. www.ofce.sciences-po.fr/pdf/notes/2012/note18.pdf
- ◆ **Pinkovskiyn M. et Sala-i-Martin X.** (2009), « Parametric Estimations of the World Distribution of Income », *NBER Working Paper* n° 15433.
- ◆ **Pressman S.** (2007) « The Decline of the Middle Class : An International Perspective », *Journal of Economic Issues*, vol. 41.

(3) Koyré A. in Fabre L. et al. (1954), *Le nouveau monde et l'Europe*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière.

(4) Fourastié J. (1949), *Le grand espoir du XX^e siècle*, Paris, PUF.

